

DERRIÈRE LA RUSSIE, LA CHINE COMMUNISTE : L'OCCIDENT FACE AU RENFORCEMENT D'UN AXE EURASIATIQUE



JEAN-SYLVESTRE MONGRENIER

NOTE D'ACTUALITÉ 99, OCTOBRE 2025



L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées, un centre d'action et une école de formation. Libéral-conservateur, libre et indépendant, il est basé à Paris et Bruxelles.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte : la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

Paris

8, rue Monsigny
F-75 002 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Clos des Salanganes, 5
B-1150 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 472 87 80 37

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

Lors du dernier sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), réunie du 31 août au 1er septembre 2025, à Tianjin, métropole portuaire chinoise sur les rives du golfe de Bohai, la Chine populaire (c'est-à-dire communiste) et la Russie ont rassemblé l'Eurasie et une partie du « Sud global ». Face à ce défi sino-russe et aux errances américaines sous le mandat de Donald Trump, les Européens, en première ligne sur les franges occidentales de cet ensemble eurasiatique, doivent se hausser à hauteur de la menace et faire front. Cela passera par un soutien militaire résolu à l'Ukraine, une défense anti-aérienne étendue, un réarmement des nations et une coordination accrue au sein d'un ensemble paneuropéen, qui ne se limite pas à l'Union européenne, impulsé par un G-4 qui reste à inventer (France, Royaume-Uni, Allemagne, Pologne).

Nonobstant la rupture révolutionnaire voulue par Mao Zedong et le Parti communiste chinois (PCC), qui s'emparèrent du pouvoir en 1949, la République populaire de Chine (1,4 milliard d'habitants pour 9,6 millions de km², soit la troisième superficie mondiale), communément dénommée « Chine populaire » (c'est-à-dire communiste), se veut l'héritière de l'Empire chinois et de sa civilisation.

De l'« Empire du Milieu » au « Rêve chinois »

Autrefois appelée le « Pays du Milieu » (*Zhongguo*), la Chine était alors une sorte d'État-Civilisation (un « empire-monde ») situé au centre d'une série de cercles concentriques. À la périphérie s'ordonnaient les pays dits « barbares », subordonnés dans le cadre d'un système hiérarchisé d'allégeances : « L'Empire, disait-on, n'a pas de voisins », la Chine ne reconnaissant que des tributaires. De fait, en dépit des troubles dynastiques et des invasions, l'« Empire du Milieu » domina longtemps l'Extrême-Orient, (le fait hégémonique chinois est un phénomène ancien).

Pourtant, cet empire, qui atteignit ses plus grandes dimensions sous la dynastie mandchoue des Qing (1644-1911), s'immobilisa progressivement et entra en crise à la fin du XVIIIe siècle, avant même que les Anglais et les Français ne fassent irruption dans son espace géopolitique (voir les guerres de l'Opium, dont l'importance fut peut-être exagérée). Le déclin déboucha sur les « humiliations » du XIXe siècle, ses traités dits « inégaux », et les catastrophes du XXe siècle, c'est-à-dire l'effondrement de l'empire, les guerres et le terrible bilan humain du sino-maoïsme. Cette histoire, écrite selon les critères idéologiques du PCC, dont la vision est parfois reprise par les observateurs étrangers, sert de justification au pouvoir total du parti-État et à son programme géopolitique ; la longue stagnation de la période maoïste (1949-1976), la régression par rapport aux acquis de la République de Chine (sise à Formose/Taïwan depuis 1949), sous la direction de Tchang Kaï-chek, la terreur de masse, et la quasi-guerre civile provoquée par la Révolution culturelle, sont passés sous silence (1).

(1) Voir Jean-Sylvestre Mongrenier, *Les falsifications historiques du discours géopolitique chinois*, Institut Thomas More, Points Clés 24, juin 2020, [disponible ici](#).



Après la mort de Mao Zedong, en 1976, Deng Xiaoping et le PCC lancèrent une série de réformes qui accouchèrent d'un système hybride : un régime de parti unique et une ouverture contrôlée au capitalisme mondial. Ces réformes permirent à la Chine d'entrer dans une phase d'expansion et de se propulser au deuxième rang économique mondial (18 % du PIB mondial). Sur le plan international, la « diplomatie du sourire » visait à rassurer mais, à partir de la crise financière de 2008, Pékin affirme sa puissance dans son environnement géopolitique comme au niveau mondial (1). Depuis l'accès du néo-maoïste Xi Jinping au pouvoir suprême, celui-ci considérant le capitalisme d'État de ses prédécesseurs comme un détour pour parvenir à une forme chinoise de communisme (un communisme numérique basé sur l'« intelligence artificielle »), le dessein ouvertement proclamé est de faire de la Chine populaire la première superpuissance mondiale, en lieu et place des États-Unis, avec pour horizon le centenaire de la prise du pouvoir par les communistes (2049). Le lancement en 2013 du programme dit des « Nouvelles routes de la Soie » (la *Belt and Road Initiative*) manifeste cette ambition géopolitique globale.

Ce grand dessein a une double dimension, continentale et maritime. Sur le plan continental, au-delà de l'affirmation de la puissance chinoise en Asie, au détriment de l'Inde, l'idée est d'organiser l'Eurasie dans sa plus grande extension, en alliance avec la Russie qu'elle appuie dans sa guerre en Ukraine, cet allié tenant le rôle de « grand arrière » stratégique et énergétique dans le cadre de la confrontation sino-américaine. Sur ce point, on soulignera l'importance de l'accord sino-russe sur la construction d'un nouveau gazoduc (Force de Sibérie 2), depuis la péninsule de Yamal jusqu'au territoire chinois (2) ; il réduira la dépendance à l'égard des hydrocarbures moyen-orientaux importés depuis le Moyen-Orient qui transitent par le détroit de Malacca, un nœud essentiel de la mondialisation que la marine des États-Unis contrôle (le « dilemme de Malacca »). Par ailleurs, on ne saurait négliger l'importance de la coopération politique, diplomatique, militaire et technico-industrielle entre Pékin et Moscou, sur fond de connivence idéologique, de guerre informationnelle et de grande polémique avec l'Occident.

Sur le plan naval et maritime, l'objectif est de conquérir l'île-État de Taïwan, maillon central de la première chaîne d'îles (du Japon aux Philippines), et de s'approprier la plus grande partie de la « Méditerranée asiatique » (mers de Chine du Sud et de l'Est notamment). Déjà, la flotte de guerre de la Chine populaire, qui bientôt mettra en œuvre son quatrième porte-avions, constitue une force de projection et affirme sa présence dans la partie occidentale de l'océan Pacifique, dans le voisinage de l'île américaine de Guam (la base arrière du dispositif américain en Asie-Pacifique). La Chine populaire opère un basculement thalassocratique (3), condition *sine qua non* de la transformation en une superpuissance mondiale et de la domination planétaire, préparée sur le plan métapolitique avec la reviviscence de l'antique concept de *Tianxia* (« Tout sous le ciel »). Voilà brossé à grands traits le « Rêve chinois », sous-tendu par la conviction de l'inéluctable déclin de l'Occident et des démocraties libérales.

(1) Cette crise financière et économique est perçue à Pékin comme la manifestation de l'incompétence des Américains, architectes de la globalisation, et l'un des premiers signes que l'heure de la Chine a sonné.

(2) Cet accord est annoncé le 2 septembre 2025. Voir le Focus « Force de Sibérie » en fin de note.

(3) Voir Hugues Eudeline, *Géopolitique de la Chine, une nouvelle thalassocratie*, Presses universitaires de France, 2024.

L'Organisation de coopération de Shanghai et le « Sud global » au service des ambitions chinoises

Près d'un quart de siècle après la fondation de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai), en 2001, la réunion au sommet de cette organisation, à Tianjin, du 31 août au 1er septembre 2025, est vue par nombre d'experts et d'observateurs comme la consécration de la grande stratégie chinoise et l'anticipation d'un nouvel ordre des choses, d'autant plus que le spectacle contrastait avec celui d'une administration Trump dont la politique étrangère est passablement erratique, la guerre commerciale contre l'Inde par exemple poussant Narendra Modi à se rendre pour la première fois depuis sept ans sur le territoire chinois où il s'afficha en compagnie de Xi Jinping et de Vladimir Poutine. Jamais un sommet de l'OCS n'avait réuni autant de chefs d'État et de gouvernement. Outre les dix États membres, seize États disposant d'un statut d'« observateur » ou de « partenaire » étaient représentés, ainsi que de nombreux pays dits « émergents », de l'Égypte à la Malaisie, et même deux pays membres des instances euro-atlantiques (Union européenne et OTAN), à savoir la Hongrie et la Slovaquie. La Chine populaire et son « cercle eurasiatique » (l'OCS) pèsent aujourd'hui la moitié de la population mondiale et près du quart du PIB mondial.

Avec en son sein plusieurs des principaux producteurs pétro-gaziers au monde, l'OCS est dotée de colossales réserves énergétiques, essentiellement absorbées par la Chine populaire, dont les sociétés de traders (contrôlées par le parti-État chinois) revendent une partie sur le marché mondial, ce qui confère à Pékin la capacité d'influencer les cours mondiaux et les stratégies d'approvisionnement des pays tiers (les économistes parlent d'un pouvoir de marché). À l'allonge diplomatique dont le sommet de Tianjin aura administré la preuve – Pékin se pose comme le centre de la « sino-mondialisation » (Emmanuel Dubois de Prisque) –, s'ajoute l'affichage de la puissance militaire de l'APL (Armée populaire de libération), modernisée avec constance et dotée de nouveaux matériels (porte-avions, missiles de tous acabits, drones, armes antisatellites, etc.) ; l'idée directrice de ce grand effort militaire est de chasser les Américains de la Méditerranée asiatique et, par la suite, du Pacifique occidental.

Au-delà de l'OCS, posée en contrepoids de l'Occident, la Chine populaire organise d'autres cercles d'amis et de partenaires, dans le cadre des BRICS+ (voir la participation du Brésil et de l'Afrique du Sud), au sein du « Sud global » ⁽¹⁾, ou encore au moyen de grands forums régionaux et continentaux : avec les dirigeants africains, en septembre 2024, ceux des îles du Pacifique puis des pays d'Amérique latine, au printemps 2025. Parallèlement à ces efforts, qui visent à constituer un géosystème favorable aux intérêts de puissance et ambitions globales de la Chine populaire, Pékin n'omet pas de s'investir dans le système international dont les fondements furent posés par les États-Unis et leurs alliés après la Deuxième Guerre mondiale (l'ONU et ses différentes agences). Simultanément, les idéologues du parti-État (le PCC) élaborent un discours révisionniste qui fait de la Chine (celle de Tchang Kaï-chek et du Kuomintang), et de l'URSS les principaux

(1) Jean-Sylvestre Mongrenier, « Des BRICS au "Sud global" : Pékin et Moscou à la manœuvre », Desk Russie, 16 septembre 2023, [disponible ici](#).



opposants à l'Axe et les vrais vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale. Cette thèse, relayée dans la population chinoise par de nombreux vecteurs (discours officiels, films, documentaires, expositions, etc.), est censée légitimer un projet de domination mondiale (le « Rêve chinois »).

La Chine et la Russie donnent forme et substance à une « Grande Eurasie »

On objectera que les grandes manœuvres diplomatiques chinoises agrègent des pays aux profils, motivations et buts variables, ou encore que l'affichage des équipements militaires de l'APL ne vaut pas démonstration de puissance : l'APL n'a pas combattu depuis des décennies. Mais la capacité effective de la diplomatie chinoise à réunir tant de pays différents est bien la marque d'une superpuissance ascendante, à même de modeler un milieu favorable à ses positions et ses pulsions dominatrices (un milieu conducteur). Quant à la puissance militaire, l'APL apprend, en étudiant la conduite de la guerre en Ukraine, en coopérant avec la Russie dans moult domaines, en soutenant sur le plan militaro-industriel le Pakistan contre l'Inde. Enfin, les errances américaines et le doute semé chez les alliés des États-Unis ouvrent un boulevard à la Chine populaire ainsi qu'à ses alliés. C'est bien d'un défi à l'« Occident global » dont il s'agit.

En somme, l'action combinée de la Chine populaire et de la Russie de Vladimir Poutine donnent forme et substance à une « Grande Eurasie », une perspective qui hantait le géographe britannique Halford Mackinder (1861-1947) et, à sa suite, la géopolitique classique anglo-américaine. On sait l'importance que celle-ci accordait au concept de *Heartland*, au monde russo-sibérien et partant à l'Eurasie, vaste ensemble géopolitique virtuellement unifié ou rassemblé, susceptible de mobiliser suffisamment de ressources pour contester la suprématie de l'Occident et des nations libres, suprématie fondée sur le plan géostratégique sur la maîtrise de l'élément marin ; selon cette école de pensée, l'unification géopolitique du *Heartland* ferait basculer les équilibres mondiaux. Eh bien, nous y sommes ! Tandis que la Russie détruit méthodiquement l'Ukraine et teste la résolution et la réponse de l'OTAN en violant l'espace aérien de la Pologne et de la Roumanie, la Chine populaire, sans le soutien de laquelle la longue guerre russe en Ukraine ne serait pas possible, renforce ses assises eurasiatiques, étend ses positions diplomatiques dans le « Sud global » et met au défi les Américains de maintenir leurs propres positions dans la Méditerranée asiatique et le Pacifique occidental.

Si l'Occident constituait encore un monde ordonné et stable, le « partage du fardeau » entre les États-Unis et leurs alliés européens, de l'Atlantique à l'Indo-Pacifique, s'imposerait comme une évidence : une OTAN européanisée face à la Russie, dans laquelle les États-Unis perpétueraient leur dissuasion élargie, maintiendraient des troupes sur le « flanc est » – en passe de se transformer en un front oriental ⁽¹⁾ –, et continueraient de fournir ce qui fait encore défaut aux armées européennes (renseignement satellitaire, défenses anti-aérienne et anti-missiles, transport

(1) À la guerre hybride, en Baltique et sur le territoire de plusieurs pays membres de l'OTAN, s'ajoutent désormais l'envoi de drones dans leur espace aérien (Pologne et Roumanie dernièrement).

logistique et autres « facilitateurs » stratégiques) ; les alliés européens monteraient en gamme, assumeraient des nouvelles tâches et responsabilités induites par le nécessaire redéploiement d'une partie des moyens américains entre les différents théâtres géopolitiques (une revue générale est en cours). L'essentiel du soutien à l'Ukraine, bouclier en avant de l'OTAN, serait dans un proche avenir assuré par les alliés européens. Bref, un « *leadership by behind* » (1) qui ménagerait des transitions, évitant ainsi une possible rupture des équilibres sur le « flanc est ». En retour, les Occidentaux coordonneraient leurs politiques à l'égard de la Chine populaire et dans la région Indo-Pacifique, plus particulièrement dans la Méditerranée asiatique. Dans le même esprit, un front géo-économique commun pourrait être constitué, mais avec des mesures plus intelligentes et ciblées qu'une brutale augmentation non différenciée des tarifs douaniers aux effets contre-productifs.

Hélas, les errances de l'administration Trump, les vains jeux intellectuels de théoriciens amoureux de leurs modèles sur le *Nixon in reverse* et la préférence affichée du président américain pour des guerres commerciales tous azimuts, sans autre critère d'appréciation qu'un pseudo-bilan coûts/bénéfices, laissent redouter le pire. Au vrai, la dénonciation trumpiste de la Chine ne serait-elle pas le paravent d'un repli général, le « grand retranchement » dans l'hémisphère occidental (dont Washington n'a déjà plus le contrôle effectif) se révélant être un grand renoncement ? Le contrôle migratoire et le protectionnisme ne tiendraient-ils pas lieu de politique étrangère ? Toujours est-il que l'attitude hostile et humiliante de Donald Trump envers l'Inde – plus motivée par le refus du premier ministre Narendra Modi d'ouvrir son pays aux produits agro-alimentaires américains que par l'achat de pétrole russe (2) –, a d'ores et déjà repoussé cette dernière vers l'axe sino-russe. Temporairement peut-être, mais suffisamment pour aggraver la situation et modifier la corrélation des forces. Tant d'amateurisme et d'inconséquence manifestent un grand « je-m'en-foutisme ». À moins qu'il ne s'agisse d'une faille psychologique et intellectuelle, ce que laisse penser l'ascendant pris par Vladimir Poutine sur son homologue et le mépris qu'il lui témoigne, sans vraies conséquences à la Maison-Blanche, où l'on maugrée.

(1) Apparue au moment de la guerre de Libye (2011), conduite par la France et la Grande-Bretagne, avec le soutien des États-Unis, l'expression de « *leadership by behind* » fut présentée comme une sorte d'oxymore. Notons cependant que le terme d'« action » (*actus, actio* en latin) provient du verbe « agere » qui signifie « pousser devant soi », métaphore pastorale qui exprime la manière dont on conduit un troupeau. *Agere* s'oppose à *ducere* : « marcher en tête ».

(2) Il importe de prendre aussi en compte les forfanteries de Donald Trump quant à la paix qu'il aurait imposée entre l'Inde et le Pakistan (crise indo-pakistanaise d'avril-mai et cessez-le-feu du 10 mai suivant), et plus encore l'accueil réservé par le président américain au chef de l'armée pakistanaise. En retour, le refus du premier ministre indien d'attribuer l'arrêt de l'escalade militaire indo-pakistanaise à Donald Trump aurait offensé ce dernier, en quête d'un prix Nobel de la paix.



En guise de conclusion

Nous ne doutons guère du fait que la constitution d'une Grande Eurasie sino-russe, en dernière analyse, soit dirigée contre les États-Unis, vue à Pékin et Moscou comme une puissance en perdition. Mais pour le moment, il se pourrait que leurs alliés européens, en première ligne sur les franges occidentales de cet ensemble eurasiatique, se retrouvent seuls face aux menées de la « Russie-Eurasie », sans même parler de l'Ukraine transformée en glacis géostratégique. Certes, l'OTAN est toujours en place, les états-majors planifient, les procédures sont éprouvées, les dernières provocations russes aboutissant à l'opération « Sentinelle orientale » (le renforcement du « flanc Est »). Mais *quid* du jour où se produira la situation d'exception, lorsque la conservation de l'être exigera des affirmations souveraines et des négations radicales ? Serait-il raisonnable de garder confiance dans la parole du président américain, qui ne cesse de dire une chose et son contraire ? Aussi importe-t-il que les nations européennes se révèlent prévoyantes et anticipent le pire. Qu'elles saluent la pérennité de l'engagement politico-stratégique américain en Europe, de fait incertain (le latin *perenne*, traduit par « éternité », signifie aussi « pour l'année ») et qu'elles prennent leurs responsabilités.

Dans l'immédiat, cela implique que l'on détruise les engins qui violent l'espace aérien de l'OTAN et qu'une zone de défense anti-aérienne et antimissile soit étendue à l'Ukraine, à tout le moins dans la partie occidentale ; celle-ci devrait être transformée en réduit défensif, dans le cas où le front serait percé. Par esprit de prévoyance, un tel dispositif serait étendu à la Moldavie, sans attendre que ce pays soit ouvertement agressé. Sur le fond, l'important est de réarmer, de financer l'appareil militaire ukrainien et de planifier un déploiement militaire européen, qui pourrait advenir malgré l'absence de tout accord avec la Russie. Au plan politico-stratégique, l'objectif global est de s'appuyer simultanément sur les structures de l'OTAN et de l'Union européenne pour organiser un espace géopolitique paneuropéen, du Grand Nord à la Méditerranée et de l'Atlantique au bassin du Don : une PanEurope impulsée par un G-4 (France, Royaume-Uni, Allemagne, Pologne), possiblement élargi à d'autres nations volontaires (l'Ukraine à brève échéance). Un tel dispositif géopolitique ne réglerait pas le cas de la Chine ni les enjeux de l'Indo-Pacifique, qui concernent aussi l'Europe. Mais tenir en échec la Russie et donner aux forces de dislocation le temps de produire leurs effets y contribuerait.

Focus. le gazoduc Force de Sibérie

Inauguré le 2 décembre 2019, Force de Sibérie est un gazoduc qui permet aujourd'hui d'acheminer 38 milliards de mètres cubes par an vers la Chine populaire (10 % de la consommation annuelle chinoise au moment de l'inauguration). Il relie les champs gaziers de Tchaïanda et Kovykta (Sibérie orientale) jusqu'à Blagovechtchensk, sur la rive russe du fleuve Amour, où les infrastructures chinoises prennent le relais, soit une distance d'environ 3 000 kilomètres (Blagovechtchensk, et Heihe, sur la rive chinoise, constituent une zone de libre-échange). Lancé en 2014, ce projet de gazoduc, d'un coût de 55 milliards de dollars, est la traduction concrète du rapprochement entre Pékin et Moscou, leur partenariat géopolitique pouvant être comparé à une alliance. Le 2 septembre 2025, Alexeï Miller, PDG du groupe étatique russe Gazprom, annonçait que de prochains travaux porteraient la capacité de Force Sibérie à 44 milliards de mètres cubes par an. Surtout, Alexeï Miller annonçait le même jour la signature d'un mémorandum juridiquement contraignant sur la construction d'un nouveau gazoduc, Force de Sibérie 2, qui acheminera le pétrole depuis la péninsule arctique de Yamal (gisements de Kharasaveï et Bovanenkovo) vers la Chine, en passant par la Mongolie. Les volumes de gaz acheminés seront de 50 milliards de mètres cubes, soit le dixième de la consommation chinoise actuelle. En somme, le gaz russe autrefois exporté vers l'Europe sera livré à la Chine. D'aucuns en Europe dénigrent ce nouveau projet, arguant du fait que le prix du gaz russe facturé à la Chine sera nettement inférieur à celui (encore) vendu aux importateurs européens (le contrat Force de Sibérie 2 est évalué à 450 milliards de dollars sur 30 ans) ; rappelons qu'il s'agissait en 2024 de 47,7 milliards de mètres cubes, à comparer aux 177 milliards importés par l'Europe en 2021, l'année précédant l' « opération militaire spéciale russe » en Ukraine. En vérité, la signification géopolitique de cet accord, autrement dit la confirmation de l'orientation asiatique de la Russie (la « Russie-Eurasie » contre l'Occident), est plus importante que la dimension marchande : une « Grande Eurasie » sino-russe prend forme et s'affirme sur la scène internationale. Au-delà de ses besoins propres, la Chine populaire achète des volumes croissants de gaz (la moitié de la production mondiale de GNL/Gaz naturel liquéfié) pour les revendre sur le marché mondial ; ses compagnies énergétiques (Petrochina International, Unipet, Cnooc principalement) opèrent sur les grandes places financières, dans le secteur du trading, pour acquérir un pouvoir de marché. S'ajoutent à cela la signature de contrats à long terme et de multiples investissements dans des projets gaziers à l'étranger. Par le fait, les États-Unis constituent le grand arrière énergétique de l'Europe, ce qui pose des problèmes d'un autre ordre. Toujours est-il que la réalité des faits amène à nuancer les sévères reproches adressés à Ursula von der Leyen lorsque, dans une déclaration politique plus qu'un strict accord commercial, la présidente de la Commission européenne s'engagea à accroître les achats de gaz aux États-Unis (27 juillet 2025). Les achats européens de gaz russe, notamment les cargaisons de GNL, sont censés prendre fin en 2027, et il n'y a guère de solutions alternatives.

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications (notes, rapports, livres) sur notre site

LE COLLECTIF POUR L'INCLUSION ET CONTRE L'ISLAMOPHOBIE EN BELGIQUE : UNE ASSOCIATION FRÉRISTE AU CŒUR DE BRUXELLES INSTITUT D'ÉTUDES STRATÉGIQUES NOUVEAU CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES	CRISE POLITIQUE : LA DROITE FACE À SES RESPONSABILITÉS JEAN-THOMAS LESUEUR NOTE 4200 / DATE DE PARU : 2023	INSÉCURITÉ ET IMMIGRATION : PROPOSITIONS POUR AMÉLIORER L'EXPULSION DES PERSONNES SOUS OQTF LES PLUS DANGEREUSES POUR LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS JEAN-THOMAS LESUEUR NOTE 4100 / DATE DE PARU : 2023	PRÉDATION ÉCONOMIQUE CHINOISE EN EUROPE : IL EST TEMPS DE (RÉ)AGIR CYRIL DONZÉ-GRILLIARD ET ALBAN MAGRO NOTE 4100 / DATE DE PARU : 2023
DE L'UKRAINE AU DÉTROIT DE TAIWAN : CONFLITS HÉGÉMONIQUES ET SOLIDARITÉS OCCIDENTALES JEAN-SYLVESTRE MONDRIEN NOTE 4100 / DATE DE PARU : 2023	LES ENJEUX MARITIMES DANS LA GÉOPOLITIQUE COMPLIQUÉE DE LA PÉNINSULE CORÉENNE HUGUES EUDÉLINE NOTE 4100 / DATE DE PARU : 2023	RÉFLEXIONS SUR LES PÉRILS DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE ET L'ANTIQUÉ THÉORIE DE L'« ANACYCLOSIS » JEAN-SYLVESTRE MONDRIEN NOTE 4100 / DATE DE PARU : 2023	PÉKIN ET LA QUESTION TAIWANAISE À L'HEURE DE L'ADMINISTRATION TRUMP 2 LAURENT MALVEZIN NOTE 4100 / DATE DE PARU : 2023
LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE GIORGIA MELONI, ENTRE LIBÉRALISME ENRACINÉ ET PROTECTIONNISME STRATÉGIQUE TRISTAN AUDRAS NOTE 4100 / DATE DE PARU : 2023	ESPACES OCÉANIQUES ET VOIES MARITIMES, CLEFS DE COMPRÉHENSION DE LA GÉOPOLITIQUE GLOBALE DE DONALD TRUMP HUGUES EUDÉLINE NOTE 4100 / DATE DE PARU : 2023	L'EXPÉRIENCE DU LEVELLING UP AU ROYAUME-UNI DÉCENTRALISATION, CONFIANCE ET PARADIGME RELATIONNEL (2019-2024) MARC LE CHEVALLIER RAPPORT 12 / MARS 2024	LE DANEMARK, SON STATUT INTERNATIONAL ET L'ENJEU D'UNE « EUROPE GÉOPOLITIQUE » JEAN-SYLVESTRE MONDRIEN NOTE 4100 / DATE DE PARU : 2023
L'UNION EUROPÉENNE AU MIROIR DE DONALD TRUMP : LE RÉVEIL OU LE DÉCLASSEMENT ? GILLES DELAFON NOTE 4100 / DATE DE PARU : 2023	La chute du régime de Damas et la Russie : un tournant historique ? Jean-Sylvestre Mongrenier Note d'actualité 10 10 novembre 2024	La Roumanie, un acteur ascendant au carrefour de l'Europe orientale et du bassin pontique Alexandre Hogu Note 71 10 novembre 2024	La grande parade continue Socialisme mental et extension sans fin du domaine de l'État Note 70 10 novembre 2024

Jean-Sylvestre Mongrenier est directeur de recherche à l'Institut Thomas More. Titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique et docteur en géopolitique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est conférencier titulaire à l'IHEDN (Institut des hautes études de la défense nationale, Paris), dont il est ancien auditeur et où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur *Les enjeux géopolitiques du projet français de défense euro-péenne*. Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il est notamment l'auteur de *Le Monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétique* (PUF, 2020), *Géopolitique de la Russie* (avec Françoise Thom, PUF, 4e édition, 2024), *Géopolitique de l'Europe* (PUF, 2e édition, 2023), et de *Le Monde vu d'Istanbul. Géopolitique de la Turquie et du monde arabo-musulman* (PUF, 2023).

Programme

Enjeux internationaux

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le **Programme Enjeux internationaux** décrypte les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement la provenance.

© Institut Thomas More asbl, octobre 2025

